



**DECISION N° 081/2022/ARMP/CRD/DEF DU 03 AOUT 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE SENSYSYSTEMS PORTANT
SUR LE LOT 2 DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT N°002/ANACIM/2022-F-DG-003 DU
MARCHE RELATIF A L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DE MATERIELS
INFORMATIQUES EN TROIS LOTS SEPRES DANS LE CADRE DU PROJET SWIFT,
LANCE PAR L'ANACIM.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°2022-07 du 19 Avril 2022 modifiant la loi n°65-51 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, notamment en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de SENSYSYSTEMS reçu le 04 juillet 2022 ;

VU la quittance de consignation n°100012022002880 du 04 juillet 2022 ;

Sur rapport de Monsieur Al Hassane DIOP, rapporteur présentant les moyens et conclusions des parties ;

Monsieur Mamadou DIA, Président ; après consultation de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD)

De Monsieur Saër NIANG, Directeur Général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

Par courrier reçu le 04 juillet 2022 à l'ARMP, enregistré le lendemain sous le n°116/CRD au service courrier du CRD, SENSYSYSTEMS a saisi le Comité de Règlement des Différends pour contester le rejet de son offre portant sur le lot 2 de l'appel d'offres du marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques en trois (03) lots séparés dans le cadre du projet SWIFT, lancé par ANACIM.

LES FAITS

Dans le journal le Soleil du 12 mai 2022, ANACIM a lancé un marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques en trois (03) lots séparés dans le cadre du projet SWIFT, lancé par ANACIM.

A la séance d'ouverture des plis le 10 juin 2022, pour le lot 2, les huit (08) offres ci-après, ont été reçues et lues publiquement :

N°	Soumissionnaires	Montants
1	ACCEL TECHNOLOGIE	27 280 000 F CFA TTC
2	GROUPE SPEEDO EUROPE AFFAIRES	16 756 000 F CFA TTC
3	GROUPE UNIVERS TELECOM	34 493 171 F CFA TTC
4	MC MULTI-CHOICE	25 925 898 F CFA TTC
5	OUMOU GROUP	16 983 970 F CFA TTC
6	SEN SYSTEMS	15 056 800 FCFA TTC
7	PICOMEGA	17 349 810 FCFA TTC
8	ADN	14 019 990 FCFA TTC

Au terme de l'évaluation des offres du lot 2, la commission des marchés a proposé l'attribution provisoire du marché au GROUPE SPEEDO EUROPE AFFAIRES pour un montant global de seize millions sept cent cinquante-six mille (16 756 000) F CFA TTC.

Par lettre n°1732/ANACIM/DG/CPM du le 21 juin 2022, l'autorité contractante a notifié à la requérante l'attribution provisoire du marché et non satisfait SEN SYSTEMS lui a adressé un recours gracieux avant de saisir le CRD d'un recours contentieux.

Par décision n°045/2022/ARMP/CRD/SUS du 18 juillet 2022, le CRD a ordonné la suspension de la procédure de passation dudit marché et a saisi l'autorité contractante pour obtenir la transmission des documents relatifs au contentieux ainsi que ses observations sur le recours.

Par lettre référencée 02030/ANACIM/DG/CPM du 20 juillet 2022 adressée au DG de l'ARMP, ANACIM a transmis les documents demandés.

LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

Le requérant soulève la violation des articles 59 et 70 du Code des Marchés publics contestant ainsi la décision d'attribution et les critères d'évaluation.

De même, il souligne que conformément au Dossier d'appel d'offres, l'autorisation du fabricant a bien été produit.

La société SEN SYSTEMS estime, enfin, que son offre a été écartée au profit d'un concurrent dont l'offre est plus onéreuse.

LES ARGUMENTS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

L'autorité contractante déclare avoir rejeté l'offre du requérant pour violation du point 7 de l'Appel d'offres ouvert (AOO) qui stipule que le soumissionnaire doit produire une autorisation en bonne et due forme du fabricant pour le matériel informatique proposé. En effet, SEN SYSTEMS a produit une copie d'une autorisation du fabricant qui n'est ni signée, ni certifiée conforme à l'original et non conforme aux produits demandés.

Aussi, elle précise que ladite pièce a été adressée à une autre autorité contractante.

L'OBJET DU LITIGE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que l'objet du litige porte sur l'authenticité de l'autorisation du fabricant fournie par SENSYSYSTEM.

EXAMEN DU RECOURS

Considérant que l'article 44 du Code des Marchés publics prévoit que tout candidat a un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés dans le dossier à concurrence ;

Que l'article 59 alinéa 2 précise que la qualification des candidats est appréciée au vu des justifications fournies ;

Considérant qu'il est exigé par les Données particulières de l'appel d'offres (DPAO) au titre de la capacité technique du candidat, il est exigé la production de l'autorisation du fabricant pour les produits demandés, comme le stipule l'AOO d'ailleurs en son point 7 ;

Que cette exigence du DAO vise à s'assurer, que le soumissionnaire dispose de l'autorisation du fabricant pour la fourniture et l'installation des produits qu'il propose ;

Considérant que le requérant n'a pas produit l'autorisation du fabricant à l'ouverture des plis ;

Considérant que l'article 44 du Code des Marchés publics prévoit que les documents prévus aux alinéas a) à f), et éventuellement h) et i), sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire ;

Qu'en application de cette disposition, il ressort de l'instruction du recours que ANACIM a demandé au candidat de produire l'autorisation du fabricant et en retour, le requérant, par courriel du 15 juin 2022, a bien produit le document demandé ;

Considérant que l'examen de la copie de l'autorisation du fabricant produite par le requérant montre que cette copie n'est pas signée, ni certifiée conforme à l'original, qu'il s'ensuit que les manquements évoqués par l'autorité contractante (absence de signature, et de certification de conformité) sont fondés ;

Considérant, par ailleurs que l'exploitation de ladite pièce montre que les produits mentionnés ne sont pas identiques à ceux demandés dans le DAO ;

Considérant que les manquements sus évoqués sont de nature à remettre en cause la crédibilité et l'authenticité du document produit par le requérant ;

Qu'en conséquence, il y a lieu de déclarer le recours mal fondé et d'ordonner la continuation de la procédure ;

Considérant qu'en outre, le recours n'a pas prospéré, qu'il y a lieu de confisquer la consignation ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate qu'à la clause IC 5.1 des Données particulières de l'appel d'offres stipule que le soumissionnaire doit fournir l'autorisation du fabricant des produits demandés, entre autres exigences ;
- 2) Constate que le requérant n'a pas produit l'autorisation du fabricant à l'ouverture des plis ;
- 3) Constate que l'autorité contractante a demandé au candidat de produire cette pièce conformément à l'article 44 du Code des Marchés publics ;
- 4) Constate que le requérant a fourni une copie de l'autorisation du fabricant non signée et non certifiée conforme, avec du matériel non identique avec celui spécifié dans le DAO ;

PO03-EN07 – 01



- 5) Dit que dans ces conditions, c'est à juste titre que l'autorité contractante a rejeté son offre ;
- 6) Dit, en conséquence, que le recours est non fondé et le rejette ;
- 7) Ordonne la poursuite de la procédure de passation dudit marché et la confiscation de la consignation ;
- 8) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier à la société SENSYSYSTEMS, à ANACIM ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics



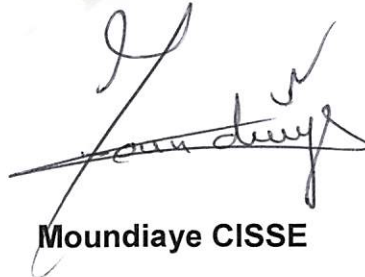
Le Président

Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**

Saër NIANG

